

qu'en voiture, vivent dans des lieux climatisés, suivent des circuits de transport – aéroports, quartiers d'affaires, zones résidentielles – qui les mettent à l'abri du contact avec la société. Elles minorent évidemment les problèmes dont elles n'ont qu'une représentation abstraite.

Quant à ceux qui sont d'ores et déjà confrontés aux désordres sociaux et écologiques de la crise en cours – pauvres des banlieues occidentales, paysans d'Afrique ou de Chine, employés des *maquiladoras* américaines, habitants des bidonvilles de partout –, ils n'ont pas voix au chapitre.

À la question : Pourquoi rien ne change-t-il alors qu'il est si évidemment impératif de changer, une réponse d'un autre type pourrait encore être apportée. L'effondrement de l'URSS et l'échec du socialisme dans les années 1980 ont supprimé la possibilité de se référer à une alternative, ou plutôt, ont rendu l'idée de celle-ci irréaliste. Le capitalisme a bénéficié de son succès indéniable sur l'Union soviétique, tandis qu'il était stimulé par l'irruption de la micro-informatique et des techniques numériques, qui ont joué un rôle structurant comparable à celui du développement des chemins de fer au XIX^e siècle et de l'automobile au XX^e. Par ailleurs, le socialisme, devenu le centre de gravité de la gauche, est fondé sur le matérialisme et l'idéologie du progrès du XIX^e siècle. Il a été incapable d'intégrer la critique écologiste. Le champ est ainsi libre pour une vision univoque du monde, qui jouit de sa victoire en négligeant les nouveaux défis.

Mais aucune de ces réponses n'est suffisante. La solution est autre et les englobe toutes.

Si rien ne bouge, alors que nous entrons dans une crise écologique d'une gravité historique, c'est parce que les puissants

Le constat est brutal, et la suite de ce livre devra le justifier. Mais on doit partir de là, sans quoi les diagnostics exacts des Lester Brown, Nicolas Hulot, Jean-Marie Pelt, Hubert Reeves, on en passe, qui se concluent invariablement par un appel à « l'humanité », ne sont que de l'eau tiède sentimentale.

Candides camarades, il y a de méchants hommes sur terre. Si l'on veut être écologiste, il faut arrêter d'être benêt.

Le social reste l'impensé de l'écologie. Le social, c'est-à-dire les rapports de pouvoir et de richesses au sein des sociétés.

Mais l'écologie est symétriquement l'impensée de la gauche. La gauche, c'est-à-dire ceux pour qui la question sociale – la justice – reste première. Habillée de ce qui reste des haillons du marxisme, elle repeint sans cesse les chromos du XIX^e siècle, ou s'abîme dans le « réalisme » du « libéralisme tempéré ». Ainsi, la crise sociale – marquée par le creusement de l'inégalité et par la dissolution des liens de solidarité tant privés que collectifs –, qui semble recouvrir la crise écologique, sert *de facto* à l'écarter du champ de vision.

On trouve donc des écologistes niais – l'écologie sans le social –, une gauche scotchée à 1936 ou à 1981 – le social sans l'écologie –, et des capitalistes satisfaits : « Parlez, braves gens, et surtout, restez divisés. »

Il faut sortir de ce hiatus. Comprendre que crise écologique et crise sociale sont les deux facettes d'un même désastre. Et que ce désastre est mis en œuvre par un système de pouvoir qui n'a plus pour fin que le maintien des privilèges des classes dirigeantes.